



Ornella Marlène KUADJOVI : « L'accès aux données fiables est un des enjeux stratégiques du secteur agricole africain et togolais. »





« L'accès aux données fiables est un des enjeux stratégiques du secteur agricole africain et togolais. »

Au défi d'atteindre leur autonomie et sécurité alimentaires et d'assurer la compétitivité de leurs secteurs agricoles, les stratégies à mettre en œuvre pas les Etats africains n'échapperont pas au moule de l'intelligence économique. Car ici gisent les outils, techniques et méthodologies indiqués. Focus sur l'expérience togolaise, avec Ornella Kuadjovi, Analyste Senior chez TBI Togo.

RAVIE : Quelles sont les victoires de l'agriculture togolaise des cinq dernières années ?

Ornella Marlène KUADJOVI : Entre 2015 et 2020, l'agriculture togolaise a connu des progrès très satisfaisants, comme en témoignent les richesses créées par le secteur, lesquelles richesses ont doublé entre 2010 et 2019. En effet le secteur agricole connaît depuis 2010 une croissance annuelle soutenue d'une moyenne de 6% d'après les sources officielles. En matière de sécurité alimentaire, le Togo a également connu de grandes avancées dégageant un excédent alimentaire de 137 % en 2019 contre 90 % en 2008 d'après les mêmes sources. L'agriculture togolaise ne table pas uniquement sur une augmentation des volumes de production

mais se veut également d'atteindre les objectifs de durabilité et de résilience fixés, tout en garantissant aux populations l'accès à des produits sains ; d'où la reconversion à l'agriculture biologique observée dans plusieurs filières. Ceci a valu au Togo en 2020 la 1ère place des pays de la CEDEAO exportateurs de produits bio vers l'Union Européenne, et la 2ème place sur le continent.

Le Togo a également accordé une place importante au développement des petites et moyennes entreprises agricoles en initiant plusieurs projets et programmes en faveur de leur accès aux financements. Ajouté à cela, il faut saluer le fait que le secteur continue de créer le plus grand nombre d'emplois notamment dans le milieu rural. Une des plus grandes victoires reste pour moi l'engouement

EQUIPE DE PRODUCTION

REDACTEUR EN CHEF
GWETH Guy

REDACTEUR EN CHEF AD.
DOUMONGUE Beaugrain

CONSEILS EDITORIAUX
MBENGUE ABABACAR
MARSHALL Linda

REDACTEURS

ADJAYI Kamal
AGBOTON Désiré Olivier
AYEWOUADAN Akodah
AYITE Dany
AZIACA Rolande
BLEU Jacob
D'ALMEIDA EDEM
DEMAKOU Yéndoubé
DIALLO Mbaye Fall
DJIKOUNOU Aimé
EPOUNE Thomas
HAÏDARA Carine Oumou
KHEMAKEM Mehrez
KUADJOVI Ornella Marlène
LIMAM Karim
LOGOH Jacques
MBIANDOU Douglas
MOUSTAPHA Aché Ahmat
NOUBISSIE Claudel
SAGADOU Jean-Paul
STEPHAN Olivier
TIBA Alain
ZOGHLAMI Mohamed

CONCEPTION
DJOU Eliane

DIFFUSION
NOUSSI Amen
ATEBA Claude

© CAVIE2021

de la jeunesse togolaise autour de ce secteur qui autrefois était délaissé par cette même jeunesse.

Quels sont les secrets de ces progrès ?

Me basant sur mon expérience découlant de ces dernières années à travailler sur le secteur, je me réjouis de pouvoir lier de prime abord les évolutions observées à la volonté manifeste de l'Etat togolais à faire de ce secteur un important levier de développement, et la vision stratégique qui a été mise en place au plus haut sommet de l'Etat. Cette volonté s'est en effet traduite par la mise en place de plusieurs programmes et projets de développement : Le PNIASAN 2017-2026 qui est porteur de sécurité alimentaire et nutritionnelle en faveur des populations de manière durable, le PND 2018 – 2022 qui se veut de faire de l'agriculture un pôle de transformation devenant ainsi un vecteur capital de création d'emplois, ou encore le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest-PPAO qui a permis au secteur de bénéficier de gains de productivité. C'est l'occasion de saluer les efforts qui ont été menés par tous les acteurs autant publics que privés pour convertir cette vision en actions por-

teuses de résultats. Il faut également noter qu'au-delà des efforts sectoriels, les efforts et les résultats menés et obtenus sur un plan plus macro ont été bénéfiques autant à tous les secteurs clés de l'économie togolaise qu'au secteur agricole. Je pense notamment aux performances du Togo en matière de Doing Business et d'attraction des investissements. Le Togo a également bénéficié du soutien de plusieurs partenaires techniques et financiers, entre autres la FAO, le PNUD, la BM, le FIDA, le GIZ, le PAM, et des partenaires au développement. Ce soutien ne doit pas être vu comme étant le fruit du hasard mais doit trouver son interprétation dans la marque de confiance renouvelée au pays par les PTF et ce, eu égard aux efforts menés par l'Etat togolais et de sa vision pour le secteur.

Comment l'Etat togolais peut-il atteindre ses objectifs dans ce secteur, d'après vous ?

Un des principaux défis des pays dont l'économie dépend fortement du secteur agricole, comme c'est le cas du Togo, est de trouver un juste milieu entre assurer la sécurité alimentaire en continuant de produire pour une agriculture vivrière et dégager des excédents de la balance

commerciale en orientant la production vers l'exportation. Un diagnostic du secteur permet de relever les filières à prioriser pour l'exportation et à hauteur de quel volume, afin de ne pas léser les transformateurs locaux et de ne pas sombrer dans l'insécurité alimentaire. L'accroissement de la productivité des filières doit alors rester au cœur des priorités pour cette agriculture togolaise qui se veut garante de la sécurité alimentaire et au même moment tournée vers l'exportation pour des gains d'excédents sur la balance commerciale.

La situation sanitaire mondiale nous a encore une fois fait prendre conscience de l'importance qui doit être accordée par les pays, surtout ceux en développement, à la réduction des dépendances aux importations agricoles. Au Togo, la forte dépendance aux produits importés est toujours une réalité, nonobstant les efforts qui sont faits pour la réduire, efforts traduits par la mise en place (en cours) d'une politique nationale de consommation des produits locaux. Il urge d'aller vers une réelle adoption de cette politique par toutes les couches de la population, de mener des actions visant à réduire les circuits de distribution des produits agricoles et de renforcer

les techniques de production des acteurs locaux afin de garantir une qualité des produits, compétitive aux produits importés. Des politiques fiscales adaptées peuvent également permettre d'accroître cette compétitivité des produits locaux face à ceux importés en termes de prix. Un autre enjeu est celui de la résilience aux changements climatiques, laquelle résilience se doit d'abord de passer par un accès aux informations et aux outils de résilience ainsi qu'une sensibilisation des acteurs impliqués. Les PME agricoles doivent également être mieux encadrées afin de leur permettre d'être plus compétitives sur le marché des investisseurs privés ou institutionnels. Ceci peut se traduire par une identification des PME championnes sur le plan national, accompagnée d'un renforcement de leurs capacités techniques afin de leur faire passer le cap d'auto-entreprise à celui d'entreprise résiliente et créatrice d'emplois qualifiés, aidant ainsi l'Etat dans la réduction du taux de sous-emploi.

Je ne saurais parler de défis sans également mentionner le

faible accès des acteurs aux données fiables ce qui peut être également résolu par la mise en place de bases de données des plus exhaustives, régulièrement actualisées et mises à disposition de tous.

L'accès aux données fiables est un des enjeux stratégiques du secteur.

Quels résultats concrets jaillissent au quotidien de la

collaboration entre Tony Blair Institute et l'Etat togolais en matière agricole ?

Je travaille pour le compte du Tony Blair Institute en tant que Governance Senior Analyst dans le secteur agricole. Je sais donc dire que le Tony Blair Institute est une institution spécialisée dans les questions de développement et qui met son expertise au profit des Etats sur les questions liées au développement, en les accompagnant dans la mise en œuvre des politiques axées sur les priorités nationales. Comme c'est le cas dans plusieurs autres pays africains, l'institut accompagne également le Togo dans l'atteinte des objectifs

Il est de bon augure d'intensifier les formations en bonnes pratiques agricoles pour une agriculture résiliente et durable.

de développement fixés par le pays, et travaille aux côtés des institutions publiques compétentes sur les priorités nationales dont l'agriculture. Les résultats mentionnés plus haut peuvent également être témoins de la bonne mise en œuvre de cette collaboration entre l'institut et l'Etat togolais.

Quels sont les besoins en informations et en formations des acteurs publics et privés togolais en charge de l'agriculture ?

Comme je le mentionnais dans les défis à relever par le secteur, l'accès aux données fiables est un des enjeux stratégiques du secteur. Pour le secteur privé, ce manque d'informations à portée de tous sur les données du secteur est une cause de la difficulté qui

demeure dans l'attraction du privé sur les projets d'investissements agricoles.

Les acteurs autant publics que privés ont besoin de données fiables et actualisées régulièrement sur le plan national pour prendre les meilleures décisions.

En termes d'informations, un accès à celles sur les grandes tendances du marché agricole mondial en termes de filières prisées à l'exportation par exemple serait utile. Un accès aux informations des modèles ou politiques agricoles qui rencontrent du succès dans les autres pays, notamment dans les pays africains, eu égard à la proximité de nos pays en termes de sols et de filières, est également fortement recommandé pour des besoins de benchmarking. Cet accès à ces informations notamment celles sur les tendances du marché mondial ne doit pas snober le maillon le plus fort de la chaîne agricole qui reste à mon avis les producteurs.

Pour ce qui en est des besoins en formation je pense qu'il est de bon augure d'intensifier les formations en bonnes pratiques agricoles pour une agriculture résiliente et durable. Ces formations ne doivent pas se limiter aux acteurs du sec-

teur mais nous devons trouver un moyen de les mettre à disposition de l'ensemble de la population. L'intensification de la sensibilisation de masse peut être un excellent moyen surtout que les comportements des populations qu'elles soient du monde agricole ou non, ont tendance à rejaillir directement ou indirectement sur le secteur.

Aujourd'hui l'agriculture togolaise place le producteur au centre du développement du secteur et se veut être une agriculture orientée vers le sens des affaires. Former de plus en plus d'acteurs sur les questions relatives aux affaires et à l'intelligence économique est également vital.

Selon vous, quels apports du CAVIE permettraient de doper les possibles de l'agriculture togolaise ?

Nous vivons aujourd'hui dans un monde où négliger les collaborations inter-institu-

tionnelles peut être fatal. Le CAVIE qui aujourd'hui se veut être un Centre de veille par excellence des activités économiques, afin de garantir aux institutions étatiques entre autres, de meilleures performances, peut ainsi collaborer avec les institutions publiques togolaises à mettre en place une veille sectorielle ; laquelle veille sera un instrument solide d'aide à la décision de ces institutions œuvrant dans le secteur agricole togolais. Des programmes de formations du CAVIE peuvent également être adaptés et mis à disposition de quelques acteurs du monde agricole qui seront chargés ensuite d'être des canaux de transmission auprès des autres acteurs. Enfin le CAVIE étant quelque part une vitrine des progrès réalisés sur le continent et ailleurs, et ce grâce à ses publications, peut contribuer par ce canal à la promotion de la destination Togo en matière d'investissements agricoles.

Passionnée par la communication et l'animation média, Ornella M. KUADJOVI a travaillé en tant que présentatrice et animatrice d'émissions télévisées et radiodiffusées avant de rejoindre le projet Togo de l'Institut Tony Blair en tant que Governance Analyst. Elle a successivement travaillé pour le compte de l'institut à la Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des projets prioritaires-CPES, à la Cellule de Promotion des Investissements et est actuellement détachée auprès du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et du Développement Rural, où elle travaille sur des projets d'investissements dans le secteur agricole. Panafricaniste et convaincue du potentiel de la jeunesse africaine, elle est fondatrice d'un réseau qui regroupe plusieurs jeunes africains, réseau dont l'objectif est de fédérer les compétences de la jeunesse africaine autour de la réalisation de projets impactants préalablement identifiés par le réseau. Ornella est diplômée en Msc économie appliquée.



Créée en juin 2020 sur un modèle de Think Thank Do, Lissanga Afrika promeut

la mutualisation des compétences techniques et des ressources financières des jeunes pour la réalisation de projets en Afrique.



La Vision

Amener la jeunesse africaine à d'avantage s'unir, à dépasser les clivages ethniques, religieux et politiques, afin de constituer une force influente et positive pour l'émergence du continent africain.

Le Modèle

- Instaurer la philosophie Ubuntu et la culture de la solidarité;
- Développer un réseau de partage d'expérience et d'apprentissage par les pairs ;
- Identifier des projets impactants et des solutions pratiques adaptés aux contextes locaux ;
- Fédérer les compétences techniques et les ressources financières nécessaires à la mise en place des solutions / projets identifiés ;
- Créer un espace de collaboration entre les entrepreneurs / professionnels pour des entreprises plus performantes.



+228 91896578 / penseragir2020@gmail.com   



« D'Octobre 2018 à Mars 2020, le CAVIE a formé 208 candidats, en présentiel, dans 09 pays »

SESSION EN LIGNE ET EN PRÉSENTIEL

FORMATION INTENSIVE ET CERTIFIANTE

VISA : VEILLE & INTELLIGENCE STRATÉGIQUE EN AFRIQUE

Date : À votre convenance | Inscription : 07 jours avant le début de la session

Contacts : virtual.university@cavie-acci.org | +237 242 003 106 / 659 173 030



Mohamed ZOGHLAMI devient Président d'Honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique

Nouveau président d'honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique, Mohamed Zoghlami est aussi directeur général d'Axismed et consultant international en stratégie & développement. Il est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up et d'Africa in Colors et vice-président de CREATEC, l'association tunisienne des industries créatives numériques.

Mohamed ZOGHLAMI a travaillé plusieurs années dans les Institutions européennes, chargé des relations euro-méditerranéennes, des questions économiques et industrielles. Il a dirigé Externans International un cabinet de consultants spécialisé dans le développement et la coopération avec les pays émergents notamment en Méditerranée et en Afrique.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, il détient un DEA de géopolitique et un DESS de droit aérien et spatial. Il a suivi des études en communication à l'Université de Montréal.

Expert dans le conseil en développement & stratégie des entreprises à l'international, il a été porteur de nombreux projets et investissements au Maghreb & en Afrique (<http://www.olympprojects.com/>).

En parallèle, à travers sa société Axismed, il investit dans différents projets (Studio de jeu vidéo Saphirprod (<http://www.saphirprod.com/>), école de formation à la 3DNetinfo (<https://www.3dnetinfo.com/>), tourisme culturel Digital Casbah, Sycomore Méditerranée, Africa4Startup, Sewelo). Il est l'auteur de Toonmed, le premier blog consacré aux dessins animés, à la bande

dessinée et aux arts numériques en Méditerranée & en Afrique.

Mohamed ZOGHLAMI est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up le premier sommet africain des startups www.africup.tn, d'Africa in Colors plateforme digitale et premier événement africain dédié aux industries créatives numériques qui se déroule au Rwanda – <https://africaincolors.com/>, et de l'unique Living Africain & Arabe dans les industries créatives DigiArt en Tunisie (<http://dall4all.org/>).

La Rédaction



Guy GWETH devient ambassadeur des entreprises allemandes en Afrique

Il était déjà la figure paternelle de l'intelligence économique et de la due diligence en Afrique.

Depuis le 1er janvier 2021, Guy Gweth incarne

la nouvelle diplomatie d'entreprise en cours sur le continent au profit de l'excellence des relations économiques et commerciales germano-africaines.



Guy GWETH
Représentant
BVMW Benin, Gabun,
Kamerun, Togo

guy-gweth.com

Depuis le 1er janvier, le président du Centre africain de veille et d'intelligence économique est officiellement le directeur des bureaux extérieurs BVMW Benin, Kamerun, Gabun, Togo. Il a pour mission, d'une part de promouvoir et de défendre les intérêts des entreprises allemandes en Afrique en général et dans les quatre pays ci-dessus en particulier ; et d'autre part de structurer et de dynamiser l'intérêt des entreprises africaines pour le marché allemand.

Selon le nouveau diplomate d'entreprise, « les PME constituent le moteur de l'économie allemande. Elles représentent plus de 99 % des entreprises du pays, produisent environ 60 % des emplois et contribuent à hauteur de 45 % de ses exportations. Spécialisées dans divers domaines, étroitement imbriquées et réparties sur l'ensemble du territoire, elles

contribuent directement ou en tant que sous-traitants au succès du commerce extérieur du pays. En Afrique, leur réputation est inégalée, mélange de robustesse, de discrétion et de stabilité. »

Au 31 décembre 2020, plus de 70% des PME allemandes estimaient que leur situation commerciale était satisfaisante ou meilleure que prévu. 2/3 s'attendaient toutefois à une récession macroéconomique en 2021. Outre les effets de la Covid-19, elles devront faire face à la dégradation de la conjoncture économique en Europe. Pour BVMW, l'heure de l'offensive sur les marchés africains est venue. Elle s'appuie sur une solide expertise locale ayant en partage les valeurs allemandes de rigueur, de discipline, d'agilité, d'anticipation et d'innovation. D'où le choix porté sur monsieur Guy Gweth.

Président du CAVIE, directeur des opérations de Knowdys Consulting Group et responsable de Doing Business in Africa à Centrale Supélec, le diplomate de formation dit « avoir accepté de représenter le German Mittelstand en Afrique parce que cette marque porte en elle l'efficacité des circuits décisionnels courts et des processus de décision rapides dans un environnement marqué par la vitesse. Parce que les PME allemandes ont le profil pour prendre le leadership sur les marchés africains d'ici 2030. Parce que portées sur le long terme, leur enracinement dans les régions où elles sont établies ne pourra que contribuer durablement et efficacement à l'émergence de l'Afrique. »

La Rédaction



DÉCOUVRIR, COMPRENDRE ET AGIR AVEC LE CAVIE



UNE ORGANISATION CONTINENTALE

Légalisé le 03 août 2015 à Yaoundé, le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE) est une institution panafricaine non gouvernementale à but non lucratif. Reconnu comme l'organisation de référence en matière de formation et de certification en veille et intelligence économique en Afrique, le Centre est représenté dans 37 pays dans le monde. Ses membres promeuvent les bonnes pratiques de veille et d'intelligence économique, ainsi que leurs implications dans la compétitivité de la région. Le CAVIE est l'interlocuteur privilégié des secteurs public et privé sur les questions de défense du patrimoine nationale, conquête des marchés extérieurs et influence de la décision publique en Afrique.

DES MISSIONS SENSIBLES

Grâce à son équipe pluridisciplinaire, le CAVIE répond précisément à des problématiques à haute valeur ajoutée telles que :

- La sensibilisation des pouvoirs publics, des entreprises et du monde éducatif africains aux enjeux stratégiques de la veille et de l'intelligence économique ;
- L'aide à la création et au développement des dispositifs de veille sectorielle, d'intelligence économique et stratégique au sein des institutions publiques et privées ;

- Le renforcement des capacités des institutions publiques et privées, ainsi que des porteurs de projets individuels par le biais des publications, conseils, formations et conférences ;
- La fédération, la représentation et la promotion des intérêts professionnels, moraux, économiques et juridiques des acteurs africains de la veille et de l'intelligence économique ;
- La garantie que : chaque adhérent du Centre est reconnu comme professionnel par ses pairs, qu'il n'a pas été condamné par la Justice au moment de son intégration et qu'il s'est engagé à respecter la charte d'éthique de la profession édictée par le CAVIE.

DES SERVICES STRATEGIQUES

Engagé auprès des différents acteurs désireux d'accroître leur compétitivité, le CAVIE met à votre disposition :

- ❖ Des formations diplômantes et certifiantes ;
- ❖ Une veille 24/7 dans 12 secteurs d'activité en Afrique ;
- ❖ Des études de marché et d'opportunités à la demande ;
- ❖ Le benchmarking des bonnes pratiques internationales ;
- ❖ La création d'unités de veille sociale et réglementaire ;
- ❖ La mise en place de cellules d'intelligence économique ;
- ❖ La recherche de partenariats qualifiés.

CAVIE, le cœur de l'Afrique conquérante

DE SOLIDES REFERENCES

Fort de son expérience, le CAVIE s'inscrit aujourd'hui comme un partenaire de choix. Parmi ses références :



DES CODES POUR DEVENIR MEMBRE

❖ **Personne physique**
Depuis le 1er février 2019, il faut avoir suivi une formation certifiante du Centre pour devenir membre du CAVIE. Plus d'informations sur nos sessions à cavie-acci.org.

Toute demande d'adhésion doit se faire par écrit. Elle est soumise au Conseil d'Administration qui statue. La décision d'admission ou de rejet doit être motivée et notifiée par écrit au demandeur.

Les adhérents devront respecter impérativement les trois conditions suivantes :

- Être âgé de 18 ans révolus au jour de leur demande d'adhésion
- Être en adéquation avec les valeurs et les objectifs du CAVIE
- Régler sa cotisation annuelle

❖ **Personne morale**
Les personnes morales adhèrent au CAVIE en devenant partenaires.

DES CONTACTS POUR AGIR ENSEMBLE

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux...



... Et dans le monde réel :

B.P: 35605 Yaoundé Cameroun
Tel : +237 242 003 106
GSM : +237 659 173 030
Mail : welcom@cavie.org
Home : cavie-acci.org



ÉTUDES DE MARCHÉ EN AFRIQUE

Production - Vente - Achat - Formation

65 études mises à jour suite à la Covid-19



En savoir plus sur www.africadiligence.com



CENTRE AFRICAIN DE VEILLE ET D'INTELLIGENCE ECONOMIQUE

DEVENIR MEMBRE

AVANTAGES

- Appartenance à un réseau qualifié
- Accès à des renseignements privilégiés
- Implication dans les prestations du CAVIE
- Défense et promotion des intérêts professionnels
- Participation concrète à la compétitivité africaine

OBLIGATIONS

- Adhérer aux statuts et règlements du CAVIE
- Être à jour des cotisations annuelles (185€)
- Se former aux métiers de l'intelligence économique
- Produire de la connaissance en rythme mensuel
- Contribuer à la promotion du CAVIE partout où besoin